



1940-1945 : la Bretagne, champ d'action privilégié pour les forces spéciales

cahier de la pensée mili-Terre

Le Chef d'escadron (R) Erwan COTARD

publié le 11/07/2020

Histoire & stratégie

Dès 1940, mais surtout en préparation du débarquement allié de 1944, l'ensemble de la Bretagne a été le champ d'action de commandos et de résistants dans deux domaines complémentaires mais parfois difficilement conciliables: celui du renseignement, qui exige discrétion et permanence, et celui du coup de main, spectaculaire et éphémère. L'auteur nous livre un panorama très intéressant de cette période dans cette région, et conclut par un RETEX très intéressant.

Au cours de la Seconde Guerre mondiale, la Bretagne est rapidement considérée comme un terrain privilégié pour l'action non conventionnelle alliée, que ce soit pour des actions de type raid ou pour des actions de forces spéciales proches de la guérilla. L'évidence de l'intérêt de sa situation géographique (proche de la Grande-Bretagne), son importante façade maritime, ses campagnes bocagères, ses villes souvent bien placées sur les axes logistiques maritimes ou ferroviaires, ou encore la présence d'implantations allemandes majeures[1], expliquent aisément cet attrait. La collecte du renseignement y fut ainsi logiquement très intensive, et ce dès 1940, mais souvent plus dans un cadre clandestin que réellement lié à l'action des forces spéciales. Pour mieux cerner notre sujet il faut tout d'abord faire un utile rappel sur la différence entre action clandestine (plutôt l'apanage des services secrets alliés, en civil et sous identité d'emprunt: le BCRA[2] gaulliste par exemple) et travail des forces spéciales en uniforme, même si la distinction a dû souvent être assez théorique sur le terrain[3]... On ne parlera pas non plus des unités à la frontière entre FS et forces conventionnelles comme les Rangers américains. Ces derniers, après s'être illustrés à la pointe du Hoc en Normandie, ont opéré notamment lors des combats autour de Brest dans un rôle plus proche de l'infanterie légère.

Comme pour le reste du territoire français en particulier la Normandie on peut assez nettement distinguer deux périodes majeures autour de l'année 1944, avec un événement clé en 1942.

1940-1944: entre renseignement et actions offensives, un équilibre difficile à trouver

Après la prise de la péninsule par les Allemands mi-juin 1940, ce qui aurait dû devenir le «réduit breton» va se transformer en un terreau de premier ordre pour les actions clandestines. L'exemple de Nantes est particulièrement édifiant même si ce schéma de résistance spontanée, dès les débuts de l'occupation, faite d'individus ou de petits groupes isolés, s'est bien sûr reproduit dans d'autres villes. C'est le 19 juin 1940, juste après le fameux appel du Général de Gaulle, que les troupes allemandes pénètrent dans la ville. À Nantes et aux alentours, 45.000 prisonniers de guerre français sont internés dans différents camps jusqu'à leur transfert vers l'Allemagne en janvier 1941. C'est notamment sur cette base qu'en juillet se construit un premier réseau de renseignement[4] et qu'apparaissent les premiers actes isolés de résistance. Le 20 octobre 1941, le Feldkommandant de la ville, le Lieutenant-colonel Hotz, est abattu dans le centre-ville par des résistants communistes venus de région parisienne. Le surlendemain, en représailles, 43 otages sont fusillés: 27 près de Châteaubriant et 16 à Nantes alors que cinq résistants nantais subissent le même sort au Mont-Valérien, à Suresnes[5]. Dans les mois qui suivent, de nouveaux attentats ont lieu et d'autres otages sont exécutés. Début 1942, les attentats contre les collaborateurs et les Allemands ainsi que les coupures de communication se développent, comme dans le reste de la Bretagne. La répression ne cesse de grandir et au total plus de 500 Nantais sont portés sur la liste des otages aux mains des Allemands jusqu'à la libération de la ville . C'est un schéma actions/répression qui deviendra malheureusement commun en France occupée avec, en corollaire, le débat entre partisans de l'action directe (sabotages, éliminations) et adeptes du renseignement stratégique ou organisateurs de filières d'évasion .

Du côté allié, les mêmes questions agitaient les états-majors, qui balançaient entre les missions secrètes de renseignement, plutôt poussées par les services secrets britanniques, et les coups de main, défendus notamment par la célèbre direction des Combined Operations commandée par Lord Mountbatten. Or les raids et l'action clandestine avaient des objectifs totalement opposés. Si les raids se voulaient spectaculaires afin de mettre les troupes d'occupation dans une posture usante de qui-vive permanent, les services agissant en civil recherchaient la discrétion la plus totale sur leurs activités, considérant bien souvent leur zone de travail comme chasse gardée .

Toutefois, une opération majeure allait requérir une parfaite coordination entre renseignement stratégique et action directe: l'opération «Chariot».

Depuis [1939](#), la [bataille de l'Atlantique](#) mobilisait de nombreuses unités navales dans l'[Atlantique Nord](#) autour de la sécurité des lignes d'approvisionnement [britanniques](#). Dès sa première sortie, en [1941](#), le cuirassé Bismarck se révéla une menace insupportable pour ces flux logistiques, coulant plusieurs vaisseaux alliés dont le cuirassé britannique [HMS Hood](#). Par la suite, les Alliés parviennent à couler le cuirassé allemand avant qu'il ne rejoigne le port de Brest, mais au prix d'une forte mobilisation des forces maritimes. Après cette alerte, les Alliés craignent que ne soit envoyé dans l'[Atlantique](#) son sister-ship, le cuirassé Tirpitz, stationné en [Norvège](#). Dans ce contexte le port de Saint-Nazaire revêt une importance toute particulière. En effet, la forme Joubert est le seul bassin sur toute la côte atlantique dans lequel le Tirpitz peut venir réparer (construite au chantier naval voisin de Penhoët, elle avait été mise en place, à l'origine, pour le paquebot Normandie). Ainsi, Winston Churchill imagine qu'en neutralisant cette cale de radoub, la [Kriegsmarine](#) ne se risquera pas à envoyer le Tirpitz en [Atlantique](#). Début [1942](#), il décide donc de confier aux opérations combinées la neutralisation de la forme Joubert.

Le seul problème mais il est de taille , c'est que le port de Saint-Nazaire est le port

breton le mieux fortifié par les Allemands après la rade de Brest... Le plan des Combined Operations reposera donc sur l'effet de surprise: une flottille de vedettes à faible tirant d'eau doit pénétrer de nuit et à vive allure dans l'estuaire de la Loire pendant que les défenses allemandes seront distraites par un raid aérien mené par la [Royal Air Force](#). Un bateau chargé d'explosif sera amené jusqu'à l'écluse-caisson de la [forme Joubert](#), et des équipes de commandos débarqueront de ce navire ainsi que des vedettes pour attaquer et détruire 24 cibles différentes afin d'optimiser le raid. Les forces seront ensuite évacuées par la mer à partir du port et, quelques heures plus tard, le navire amené contre l'écluse explosera. À l'issue de la phase de planification, la flotte fut composée d'un destroyer, 16 vedettes, une [canonnière](#) et une vedette lance-torpilles.

Le destroyer était le HMS Campbeltown, un navire obsolète cédé par l'US Navy au début de la guerre. Volet déception de l'opération, on lui apporta quelques modifications pour qu'il ressemble à un destroyer allemand. On lui enleva de nombreux équipements pour réduire son tirant d'eau au maximum, l'armement et l'équipage furent également réduits (75 hommes commandés par le Lieutenant Commander Beatie). La charge explosive était composée de 24 grenades sous-marines placées dans des réservoirs d'acier et de béton. Le bateau devait enfoncer le caisson puis être sabordé afin d'empêcher son déplacement avant qu'il n'explose.

Au bilan, la forme Joubert, objectif principal de l'opération Chariot, est inutilisable et le restera jusqu'à la fin de la guerre. Ce raid est considéré comme l'un des plus audacieux jamais réalisés par des commandos, et est entré dans la légende des unités britanniques y ayant participé (8 Victoria Cross, 37 Distinguished Service Order et 166 Military Crosses octroyées...)[9]. Sur 600 hommes, 169 Britanniques furent tués, la moitié d'entre eux lors de la destruction de vedettes dans la phase d'extraction. 215 Britanniques furent faits prisonniers, principalement lors du ratissage de la ville par les Allemands, cinq y échappèrent et rentrèrent via [Gibraltar](#). Au total, 227 hommes réussirent à revenir au Royaume-Uni.

Par la suite, aucun raid aussi spectaculaire n'eut lieu dans la région. En revanche, de nombreux coups de main furent planifiés mais rarement exécutés. Exception intéressante, l'opération Fahrenheit, qui pris pour cible le sémaphore de Plouhezec en Bretagne Nord dans la nuit du 11 au 12 novembre 1942. Elle fut mise en planification vers le début du mois de septembre 42 pour exécution courant novembre, après accord de l'executive committee des opérations combinées. Bénéficiant d'un total effet de surprise, le commando de la Small Scale Raiding Force se basa sur des renseignements obtenus grâce à de jeunes Français passés à Londres et utilisa comme vecteur une vedette lance torpille pour approcher la côte et mener à bien sa mission: effectuer une reconnaissance, faire des prisonniers et attaquer la station sémaphore. La confusion fut totale du côté allemand, et le commandement local fut incapable de déterminer si l'attaque avait été le fait de «terroristes» français ou d'un commando.

Cependant, la réussite de ce petit raid contraria la tactique retenue par les services secrets britanniques, adeptes de la discrétion. Ils contactèrent donc début décembre 1942 la direction des opérations combinées pour lui demander d'annuler tous les coups de main dans une zone située à l'ouest de la péninsule de Cherbourg ; or 15 petits raids étaient prévus pour ce mois dans cette zone! Lord Mountbatten tenta de défendre sa cause en haut lieu, mais en vain. Les chefs d'états-majors britanniques avalisèrent la demande des services secrets le 4 janvier 1943, la direction des opérations combinées se plia à cette demande, et seuls les grands raids stratégiques comme Pontiff, Coffeepot, Coughtdrop furent étudiés – mais jamais exécutés. La Bretagne redevenait une plateforme pour le renseignement, du moins en attendant le D Day.

1944: la Bretagne au cœur des opérations spéciales aéroportées des équipes Jedburgh et SAS

L'annonce du débarquement en Normandie ouvre pour la Bretagne une période de guerre totale, marquée par les actions de la Résistance, les combats de Saint-Marcel et de Saffre, puis une impitoyable phase de répression qui prendra fin progressivement avec l'arrivée des Américains et encore certaines poches résisteront-elles au-delà du 8 mai 1945... Immergés dans une région de bocages difficile à appréhender, protégés par une population qui leur fournit caches, nourriture et informations, les maquisards multiplient les sabotages et les embuscades contre les ennemis isolés. Ils seront aidés et plus ou moins disciplinés dans leurs actions par deux types de détachements des forces spéciales alliées: les équipes Jedburgh et les parachutistes SAS français.

Longtemps couvertes par le secret, les Jedburgh étaient des équipes de trois hommes spécialement entraînées et parachutées en zone ennemie, principalement pour préparer le [Jour J](#). L'OSS[10] des U.S.A. et le SOE[11] britannique ont finalement donné accès aux copies des rapports des équipes: la littérature est désormais abondante sur le sujet et nous livre quelques clés de leur engagement en France.

Que leur arrivée se passe comme planifiée ou non (aléas des largages...), les Jedburgh sont généralement très bien accueillis, voir trop bien: leurs uniformes sont un signe d'espoir énorme et les parachutages se transforment parfois en bains de foule peu discrets. En dehors de l'accueil de la population, qui n'hésite pas à les héberger et à établir la liaison avec la Résistance, celui des maquis est très contrasté. Parfois les réseaux ont été décapités par les forces allemandes, souvent les mouvements s'ignorent ou pire s'affrontent. Les groupes vraiment armés et disciplinés (avec à leur tête un véritable chef, souvent un ancien officier de l'armée française, ex-active ou réserviste) sont rares. Le conseil était donné aux Jedburghs d'intervenir le moins possible dans les dissensions internes aux mouvements locaux mais, face à un commandement inexistant ou par trop déficient, elles furent quelquefois obligées de prendre elles-mêmes le commandement. Ainsi, en Loire-Inférieure[12], où la Résistance venait d'être complètement désorganisée par la Gestapo, le Capitaine Jedburgh Erard finit par accepter la fonction de délégué militaire départemental. Malgré leur hétérogénéité (jeunes réfractaires au STO, anciens militaires, nouveaux volontaires,...), presque partout les maquis se développent dans l'enthousiasme et la volonté de combattre enfin l'occupant. Contrepartie de ce développement accéléré, leur «poids logistique» devint très important. Les Jedburgh bénéficieront, dans ce contexte, d'un grand prestige (fluctuant il est vrai en fonction des parachutages qu'ils arriveront à déclencher).

Le 20 juin, une quinzaine d'équipes sont parachutées. Deux atterrissent en Bretagne avec les premiers éléments parachutistes du Commandant Bourgoin, qui doit commander l'ensemble des opérations en liaison avec les armées débarquées en Normandie et protéger ainsi le flanc droit du débarquement. Les autres sont réparties sur les grands axes de circulation de la France, avec mission de faire appliquer les plans de sabotage prévus pour harceler et retenir les forces ennemies et, si possible, les empêcher d'arriver sur le front normand[13].

La combinaison SAS/Jedburgh donnera un coup de pouce spectaculaire à cette campagne de harcèlement.

Dans la nuit du 5 au 6 juin 1944, quatre sticks SAS de neuf hommes sont parachutés en Bretagne. Les Lieutenants Marienne et Deplante, largués dans les landes de Lanvaux, ont pour mission de préparer la base Dingson près de Saint-Marcel (Morbihan). Le stick Marienne est attaqué peu après son arrivée au sol: l'équipe radio est capturée tandis que le Caporal Émile Bouetard est achevé par l'ennemi. Il est le premier soldat français (et allié) à trouver la mort dans le cadre de l'opération Overlord. Dans le même temps, deux autres sticks sont parachutés près de Locarn dans les Côtes-du-Nord afin de préparer la mise en place de la base Samwest. En Loire-Inférieure, la voie ferrée entre Redon et Châteaubriant est coupée par l'équipe des parachutistes français «Pierre 408» des SAS. Dans la nuit du 7 au 8 juin, dans le cadre de la mission Cooney-Parties, 18 groupes de sabotage formés de 3 à 5 hommes sont disséminés sur la Bretagne afin de couper les voies de communication avant de rejoindre la base dont ils dépendent. On notera en particulier l'action d'un stick contre un tunnel de la ligne Paris-Brest, car il illustre bien la complémentarité entre action clandestine et équipes choc. Le blocage du tunnel de la Corbinière, près de Messac, couronné de succès, intervenait en effet sur la base de renseignements fournis par une équipe du BCRA qui avait auparavant, pendant près de 6 mois, identifié les vulnérabilités de la ligne.

À partir de la nuit du 9 au 10 juin, des SAS sont parachutés en renfort sur les deux bases Samwest et Dingson qui prennent de plus en plus d'ampleur. La première sera rapidement identifiée et démantelée par l'ennemi.

Une équipe Jedburgh est parachutée dans la région de Saint-Marcel, en même temps que les SAS[14]. De nombreux parachutages se sont d'ailleurs échelonnés entre le 6 et le 18 juin, cinq par nuit en moyenne. Le 17 juin, 30 parachutages auraient été réalisés... ce qui, combiné à l'accueil enthousiaste de la population, ne permet pas une mise en place discrète. Le chef de corps du 2^{ème} RCP commandant l'ensemble du dispositif, le Commandant Bourgoïn[15], parle alors d'une véritable «kermesse». Toutes les nuits arrivent à la ferme de La Nouette, au centre du dispositif, des groupes FFI quelques-uns ayant effectué un déplacement de plus de 100 km pour se faire armer et équiper. Avec plus de 3.000 FFI mobilisés, la base finit effectivement par attirer l'attention des forces allemandes, d'autant que les groupes de maquisards, qui repartent armés, attaquent les isolés allemands qu'ils rencontrent. Bien que les Allemands aient été affaiblis par le départ de nombreuses unités pour le front normand, les garnisons du voisinage montent une attaque contre la base des FFI. Un combat violent s'engage: les officiers Jedburgh y prennent part à la tête de compagnies FFI, aux côtés de près de 200 à 250 SAS et avec l'appui sporadique de l'US Air Force (missions appui au sol de chasseurs bombardiers P47 Thunderbolt). Après une journée de combat (le bilan est incertain, mais les Allemands ont perdu au moins 50 hommes), les unités allemandes renforcées finissent par enfoncer la dernière ligne de défense. Le village de Saint-Marcel est pillé et détruit par les Allemands et leurs auxiliaires. Sur ordre, SAS et FFI se dispersent en petits groupes, tout en abandonnant une grande partie du matériel. Jusqu'à la fin du mois de juillet, ils sont traqués par de fortes colonnes, appuyées par les troupes de l'est à cheval, et d'autres auxiliaires, notamment miliciens, qui leur portent des coups très durs. Les Allemands fusillent leurs victimes à Port-Louis et au fort de Penthièvre[16], multiplient les tortures et les exécutions sommaires, s'acharnant sur les fermiers isolés qui ont fourni un accueil sans réserve aux parachutistes. Mais ils ne sont plus en sécurité nulle part et doivent bientôt se réfugier dans les poches côtières encerclées par les Alliés. Notamment par les bataillons FFI réorganisés avec l'aide des Jedburghs, armés et ravitaillés par eux jusqu'à la prise de commandement de cette armée de l'Atlantique par le Général de Larminat.

Entre temps, le SHAEF a pris en compte le retour d'expérience négatif de la mise en place d'un centre mobilisateur comme celui de Saint-Marcel, qui a donné lieu au rassemblement d'effectifs importants sur une zone vulnérable. Les instructions insisteront

désormais sur la guérilla par petits groupes très mobiles, évitant le combat avec les forces supérieures et décrochant après l'effet de surprise. Tactiques qui seront mises en œuvre par les équipes Jedburgh restantes. Ainsi une équipe réussit, avec l'aide des habitants, à échapper aux recherches pour gagner la Loire-Inférieure. Malgré la perte de son poste radio, elle va y reprendre son activité en liaison avec les FFI de la région nantaise jusqu'à l'arrivée des américains début août. Une autre équipe ayant rejoint le département des Côtes-du-Nord devra y utiliser comme moyen de pression l'attribution des armes parachutées afin de régler les différents entre groupes de résistants...

Ainsi début juillet 1944, 5.000 hommes sont organisés et encadrés, ravitaillés (l'argent apporté de Londres permet d'éviter les débordements) et en mesure d'appuyer les Alliés. Les équipes qui vont être parachutées en juillet-août suivront le même mode opératoire, même si elles arrivent sans doute trop tard pour être aussi efficaces que les équipes larguées auparavant dans les Côtes-du-Nord et le Finistère. Le 2 août, le message convenu déclenchera l'insurrection de près de 21.000 FFI bretons, permettant de bloquer les troupes allemandes sur place. Parfois, ce sont des garnisons entières qui consentent à se rendre, et des villes comme Quimper sont libérées par cette seule action. Quand, au début d'août, les chars de la 6^{ème} DB américaine arrivent dans la région de Loudéac, les Jedburghs interviennent comme agents de liaison entre eux et les FFI : ceux-ci fournissent des guides, assurent la sécurité, imposent les redditions des garnisons allemandes découragées ou la désertion des éléments auxiliaires étrangers[17].

Les Américains déclareront que «les FFI ont accompli dans le secteur le travail de leur propre infanterie; sans les Jedburghs, le travail eût été peut-être réalisé, mais certainement moins vite, moins facilement et sans doute avec des pertes plus sévères[18]».

Conclusions/enseignements

Une visite à Saint-Nazaire, lieu de l'opération Chariot, ou à Saint-Marcel, s'impose afin de mieux s'imprégner de la dimension historique de l'action des forces spéciales alliées dans la région entre 1942 et 1944. Mais on peut tenter de dégager «en chambre» et avec les précautions d'usage quelques liens entre ces opérations et des problématiques plus actuelles.

- Opérations de harcèlement avec troupes au sol opposé au renseignement stratégique. Les premières ont souvent eu pour corollaire des représailles sur les populations alliées (justement parce qu'elles n'étaient pas considérées comme neutres par l'occupant). Limiter l'empreinte au sol au seul renseignement stratégique peut paraître moins impliquant pour la population, mais selon les circonstances, la population peut être la meilleure protection des capteurs. Par ailleurs, s'il est en vue d'action, le renseignement stratégique déclenchera une frappe ayant potentiellement un impact sur la population – les bombardements de 1944 étant nettement moins ciblés que l'utilisation de drones Predator ou On notera également que des opérations de ciblage n'impliquant qu'un petit nombre d'individus tenus à la discrétion n'ont pas le même impact psychologique que des opérations type coup de main où l'on démontre sa détermination par un engagement physique sur le terrain, ayant nécessairement un caractère spectaculaire.

Malgré les sacrifices consentis, l'opération Chariot offre ici un «rapport coût/efficacité»

intéressant comparé aux bombardements massifs qui suivront (et qui rayeront la ville de la carte pour un résultat très discutable).

- Equipes de type Jedburgh: RETEX d'autant plus difficile qu'elles ont été parachutées dans des conditions très variables et ont eu à faire face à des situations très différentes. Toutefois, ces équipes ont perdu en tout au combat[19] (Bretagne incluse) huit tués, huit blessés et deux prisonniers. À mettre en rapport avec la dangerosité des zones d'action[20] et le bilan chez l'ennemi... Ayant réussi, en liaison avec d'autres unités spéciales, une véritable levée en masse, on peut imaginer qu'avec des moyens plus importants et plus de temps, elles auraient pu mobiliser facilement des troupes beaucoup plus nombreuses et accroître ainsi les possibilités d'action.

On constate l'incroyable effet de levier de petits groupes mobiles, ultra motivés, armés mais pouvant refuser le combat. La capacité à déclencher et amplifier les actions locales dépend toutefois clairement de la capacité à démontrer concrètement et rapidement le lien avec la base (parachutage d'armes, d'argent,...). À mettre en perspective avec la campagne américaine de 2001 en Afghanistan (forces spéciales s'appuyant sur l'Alliance du Nord... et toute la logistique de l'armée américaine en arrière plan)

En 1944, la plupart des troupes levées en France ont ensuite été assez rapidement transférées (non sans difficultés) vers une armée de type régulière ou, au moins à court terme, dans des unités de reconnaissance.

- Difficulté à faire travailler ensemble les services secrets (action clandestine) et les forces spéciales, aux agendas différents. Ces actions combinées peuvent néanmoins être extrêmement efficaces avec un minimum de coordination (en dépit de la multiplicité des intervenants, le bilan global fut très positif, comme le montre la répartition des missions concernant le tunnel de la Corbinière). L'interface avec les troupes régulières est également à souligner (on parlerait de nos jours de «déconfliction»).

Importance des éléments de liaison des forces spéciales au sein des différents états-majors alliés et de l'interopérabilité FS/forces conventionnelles (ainsi que des canaux d'échange avec l'action clandestine[21]).

- Immersion dans la population locale facilitée par un contexte porteur (débarquement allié) et la présence systématique d'un cadre local par équipe, quand ce ne sont pas les détachements complets qui sont nationaux (SAS). La neutralité politique des détachements s'est avérée être un gros avantage face aux dissensions animant la Résistance, même si certains détachements ont pu être instrumentalisés.

Détachements capables de lien avec la population locale (capacités linguistiques et présence de nationaux), mais avec une position suffisamment neutre.

Épilogue

On peut parfois avoir l'impression que la période 1940-1945 s'est limitée pour les Français au débarquement en Normandie et à la libération de Paris. Pourtant, la campagne de Bretagne, retenue pour cet article, mais aussi l'opération Dragoon en Provence, la campagne d'Alsace ou encore la libération des poches de l'Atlantique pour ne citer qu'elles, sont également riches d'enseignements. Elles mériteraient une place plus importante dans nos réflexions, au-delà du seul thème des opérations spéciales. Avis aux

organisateurs de staff rides!

[1] Les bases U-Boot de Brest, Lorient et Saint-Nazaire, pour ne citer que les implantations les plus évidentes, mais aussi des aéroports comme celui de Rennes. Au total, les troupes allemandes dans la péninsule totalisent environ 150.000 hommes allant des parachutistes aux auxiliaires russes.

[2] Bureau central de renseignement et d'action, commandé par le célèbre Colonel Passy, ancêtre du SDECE d'après guerre – lui-même précurseur de l'actuelle DGSE. Voir «Les services secrets du général de Gaulle – Le BCRA 1940-1944», de Sébastien Albertelli, paru en 2009 aux éditions Perrin.

[3] Pour mémoire, le TTA 106, le glossaire interarmées, ou même le glossaire OTAN AAP-6 ne proposent pas de définition moderne des forces spéciales. En revanche, ils donnent la définition suivante des «opérations spéciales»: activités militaires menées par des forces spécialement désignées, organisées, entraînées et équipées, utilisant des techniques opérationnelles et des modes d'action inhabituels aux forces conventionnelles. Ces activités sont menées dans toute la gamme des opérations militaires, indépendamment des opérations de forces conventionnelles, ou en coordination avec celles-ci, pour atteindre des objectifs politiques, militaires, psychologiques et économiques. Des considérations politico-militaires peuvent nécessiter le recours à des techniques clandestines ou discrètes et l'acceptation d'un niveau de risque physique et politique non compatible avec les opérations conventionnelles. Elles mettent en œuvre des modules de taille réduite et hautement spécialisés pour, soit traiter des objectifs à haute valeur stratégique ou opérative, soit modifier l'environnement d'une force. Source: CDEF

[4] Sous la direction de Jean-Baptiste Legeay (qui sera décapité à Cologne en février 1943). De même, un des tous premiers journaux clandestins, «En Captivité», apparaît à Nantes en novembre 1940. C'est à Nantes, le 22 janvier 1941, qu'est arrêté Honoré d'Estienne d'Orves, fondateur du réseau NEMROD, qui a établi quelques jours auparavant la première liaison radio entre la France et Londres depuis Chantenay.

[5] Siège actuel du 8^e RT.

[6] Le Général de Gaulle décernera la Croix de la Libération à la ville de Nantes, «ville héroïque qui, depuis le crime de la capitulation, a opposé une résistance acharnée à toute forme de collaboration avec l'ennemi».

[7] On pense par exemple au réseau d'évasion de pilotes alliés Shelburne à Plouha dans les Côtes d'Armor (Côtes-du-Nord à l'époque), qui fut décrit dans l'ouvrage «Par les Nuits les plus longues» de Roger Huguen. Ce réseau d'évasion français a permis le retour en Angleterre de 135 aviateurs et agents alliés.

[8] Voir notamment à ce sujet le récent ouvrage de Bob Maloubier, «Les coups tordus de Churchill».

[9] Le raid ayant fortement marqué les esprits, le célèbre écrivain de marine britannique Douglas Reeman (lui même ancien marin pendant la guerre) inventa une suite à ce raid dans son roman «Les Destroyers».

[10] Office of Strategic Service, dirigé par William Joseph Donovan, par décision du Président Roosevelt en juin 1942, avec le grade de général. C'était le premier effort de coordination entre les différents services américains agissant dans les opérations spéciales et le renseignement stratégique. L'OSS inspirera non seulement la littérature et le cinéma français (!) mais, surtout, donnera naissance après guerre à la CIA, Central Intelligence Agency...

[11] Special Operations Executive

[12] Actuelle Loire-Atlantique. De même, les Côtes d'Armor s'appelaient Côtes-du-Nord à l'époque.

[13] Aux mois de juillet et d'août, les parachutages de Jedburgh se multiplieront: neuf en Bretagne, six autres de la Vendée au Cher et dans les départements du Massif Central, une dizaine dans les départements du bassin de la Garonne, une dizaine aussi dans les départements de la vallée du Rhône et de la Saône.

[14] Une deuxième équipe étant larguée sur la base Samwest à Duault.

[15] Alias «le manchot» depuis qu'il a perdu un bras lors des combats d'Afrique du Nord. Cela ne l'empêchera pas de sauter à la tête du 2^{ème} RCP, ex Bataillon d'Infanterie de l'Air, le «bataillon du ciel» immortalisé dans le film éponyme.

[16] Actuellement géré par le 3^{ème} RIMA de Vannes et bien connu des EOR et EOA passés par l'ESM de Saint-Cyr-Coëtquidan.

[17] Voir l'article de Yann Lagadec sur la question.

[18] William J. Donovan, directeur de l'OSS: « Il est maintenant reconnu que le succès et la rapidité des armées alliées dans la bataille de France sont dus dans une large mesure à l'activité de la Résistance française intérieure. La Résistance a généré le mouvement des

renforts allemands vers la tête de pont normande et a gardé les flancs des armées américaines marchant à la Seine au nord et aux Vosges en partant du sud. Des divisions entières allemandes ont été détournées du front et l'ennemi a été harcelé derrière ses lignes. La Résistance a fourni constamment des renseignements stratégiques et tactiques sur la situation ennemie, a évité des destructions d'installations rurales, a isolé et bloqué les unités ennemies dépassées par l'avance alliée».

[19] Hors combat, deux tués et onze blessés (souvent légèrement), la plupart par suite d'un parachutage défectueux.

[20] Leurs pertes ont été dans l'ensemble inférieures à la moyenne des pertes subies par les unités d'infanterie ordinaires. Leur doctrine se résumait ainsi: l'ennemi est attaqué par surprise, au point où il est le plus faible et, quand sa réaction devient par trop efficace, l'assaillant décroche et disparaît dans les couverts. Bref, la parfaite tactique de guérilla.

[21] On notera d'ailleurs que la frontière entre action spéciale et clandestine était d'autant plus ténue que les Allemands ne garantissaient pas l'application de la Convention de Genève aux «commandos», même en uniforme.

Titre : le Chef d'escadron (R) Erwan COTARD

Auteur(s) : le Chef d'escadron (R) Erwan COTARD

Date de parution 10/07/2020
